



**PRÉFET  
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
de l'emploi, du travail, des solidarités  
et de la protection des populations**

Service vétérinaire-santé et protection animales-environnement

Blois, le 18 mai 2026

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/05/2026

### **Contexte et constats**

publié sur  **GÉORISQUES**

**SNV Volabraye**

Route de Saint-Calais  
41360 Savigny-sur-Braye

**Inspection n° : RI 2026-05-07 FD01**

**Code AIOT : 0054100681**

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/05/2026 dans l'établissement SNV VOLABRAYE implanté Route de Saint-Calais, lieu-dit « Les Filabes » - 41360 Savigny-sur-Braye.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SNV VOLABRAYE
- Route de Saint-Calais, lieu-dit « Les Filabes » - 41360 Savigny-sur-Braye
- Code AIOT : 0054100681
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

Abattoirs et découpe de viande de volailles (Dindes)

**Thèmes de l'inspection :** AN26 Eau Ouvrage Agri Agro / Bref SA | AR - 7 | Eau de surface

#### **2) Constats :**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées : il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ... ;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Prétraitement	Arrêté Préfectoral du 07/05/2009, article 2.1.5	Demande d'action corrective	1 Mois
2	Valeurs limites d'émission	Arrêté Préfectoral du 07/05/2009, article 2.1.5 et 4.4.2	Demande d'action corrective	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

La mise en place de nouveaux équipements de traitement mais aussi d'analyses et de suivis des effluents a permis à l'exploitant de faire diminuer la teneur en azote des rejets aqueux issus de ses installations.

Malgré cela, les rejets issus de la station d'épuration ne respectent toujours pas l'ensemble des valeurs limites d'émission prévues dans l'arrêté préfectoral du 7 mai 2009.

## N° 2 : Valeurs limites d'émission

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/05/2009, article 2.1.5 et 4.4.2

**Thème(s) :** Risques chroniques - traitement des effluents

**Prescription contrôlée :**

Les eaux rejetées dans le milieu naturel après traitement complet, doivent respecter les valeurs suivantes :

- température inférieure à 30 ° C ;
- pH compris entre 5,5 et 8,5 ou 9.5 si il y a neutralisation chimique ;
- débit journalier inférieur à 690 m<sup>3</sup> ;
- débit de pointe : 35 m<sup>3</sup>/h.

PARAMÈTRES	Matières en suspension totales (MEST)	Demande biologique en oxygène sur effluents non décanté (DBO5)	Demande chimique en oxygène sur effluents non décanté (DCO)	Azote (N <sub>GL</sub> )	Phosphore total ( P <sub>T</sub> )
Flux journalier maximal (kg)	17	20	85	13	2
Concentration (mg/l)	35	30	125	20	4

[...]

**Constats :**

Lors de la dernière inspection datant de novembre 2024, il avait été constaté des dépassements des valeurs limites d'émission concernant les paramètres matières en suspension (MES) et azote global (Ngl).

Depuis cette date, différentes mesures ont été mises en place par l'exploitant avec pour résultat principal, une diminution de la charge en azote des rejets.

Cependant, à ce jour, nous constatons que les valeurs limites d'émission ne sont toujours pas respectées concernant les mêmes paramètres azote global et matières en suspension.

Par ailleurs, on constate des dépassements récurrents du volume moyen rejeté.

**Respect de la prescription :**




**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 Mois

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Prétraitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/05/2009, article 2.1.5	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Risques de pollution des milieux	
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prétraitement sont correctement entretenues. Elles sont équipées de dispositifs permettant des prélèvements dans les rejets et des mesures de leur débit dans de bonnes conditions.  Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les opérations concernées.  Les effluents ne doivent pas contenir de substances nocives en quantités suffisantes pour inhiber le processus biologique des dispositifs d'épuration.	
<b>Constats :</b> Les installations ont récemment été équipées de dispositifs de prélèvements et de surveillance rapprochées des effluents. Ces équipements permettent à l'exploitant de réaliser sur place des prélèvements et des analyses quotidiennes des rejets. Cette surveillance ainsi que l'automatisation de certains équipements doit permettre, selon l'exploitant, une meilleure gestion de la qualité des effluents. Les effluents dont les valeurs limites d'émission ne sont toujours pas conformes, d'après les résultats des analyses enregistrées sur la plateforme GIDAF, sont rejetés dans le milieu naturel.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b>	Avec suites
<b>Proposition de suites :</b>	Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b>	1 Mois